

Ghassan Salamé

NOUS SOMMES FACE À UN CYCLE QUI RISQUE DE PRENDRE DES ANNÉES

Propos iconoclastes, analyses à contre-courant, Ghassan Salamé, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris - et auteur d'une dizaine d'ouvrages -, est celui qui décrypte avec le plus de finesse et de nuances le Printemps arabe. Entretien. **Propos recueillis par Hichem Ben Yaïche**

Comment analysez-vous les événements qui se déroulent depuis plus d'un an dans l'aire arabe? Les médias et de nombreux auteurs l'ont rapidement qualifié de « Printemps arabe ». Qu'en dites-vous?

Effectivement, de nombreux livres instantanés ont été publiés, mais il ne s'agit pas, selon moi, d'un seul et unique « Printemps arabe ». Il s'agit de plusieurs saisons en une, où le maître-mot est « instabilité ». Il n'existe pas de solution rapide et toute faite qui permettrait de répondre aux problèmes qui ont fait surface. Dans les années quatre-vingt-dix, les États arabes ont réussi à absorber le choc de la mondialisation. Celle-ci aurait pu déstabiliser ces gouvernements, comme ce fut le cas en Amérique latine ou en Europe de l'Est. Les dirigeants arabes ont réussi, au contraire, à renforcer leur pouvoir personnel. Les politiques d'ouverture économique et financière sont allées également dans le sens d'un renforcement de la sécurité d'État... Et une partie de la population, qui jouait le jeu économique de la mondialisation, a été associée à ce verrouillage sécuritaire. Comme le résume assez bien un militant syrien : « *Avant, nous avions les services de renseignement sur le dos. Maintenant, nous avons les services de renseignements et les hommes d'affaires liés au régime!* »

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement?

La société arabe s'est transformée au cours des vingt dernières années. Nous sommes passés d'un État sécuritaire à un État patrimonial, de dirigeants relativement austères, comme Bourguiba en Tunisie ou Nasser en Égypte, à un pouvoir quasi dynastique. Ce passage de bâton entre des dirigeants autoritaires mais austères à des dirigeants... « différents » est ce qui a marqué le monde arabe. Aujourd'hui, nous sommes face à une insurrection généralisée contre ce deuxième type d'État. Dans les faits, il y a eu une rupture extrêmement profonde entre le régime des Pères de la Nation - ce qu'on appelle l'État développementaliste - à un État

« différent », patrimonial et dynastique, avec une appropriation des ressources de la globalisation, une ouverture obligée des modes d'expression, mais une fermeture beaucoup plus nette de l'élite au pouvoir.

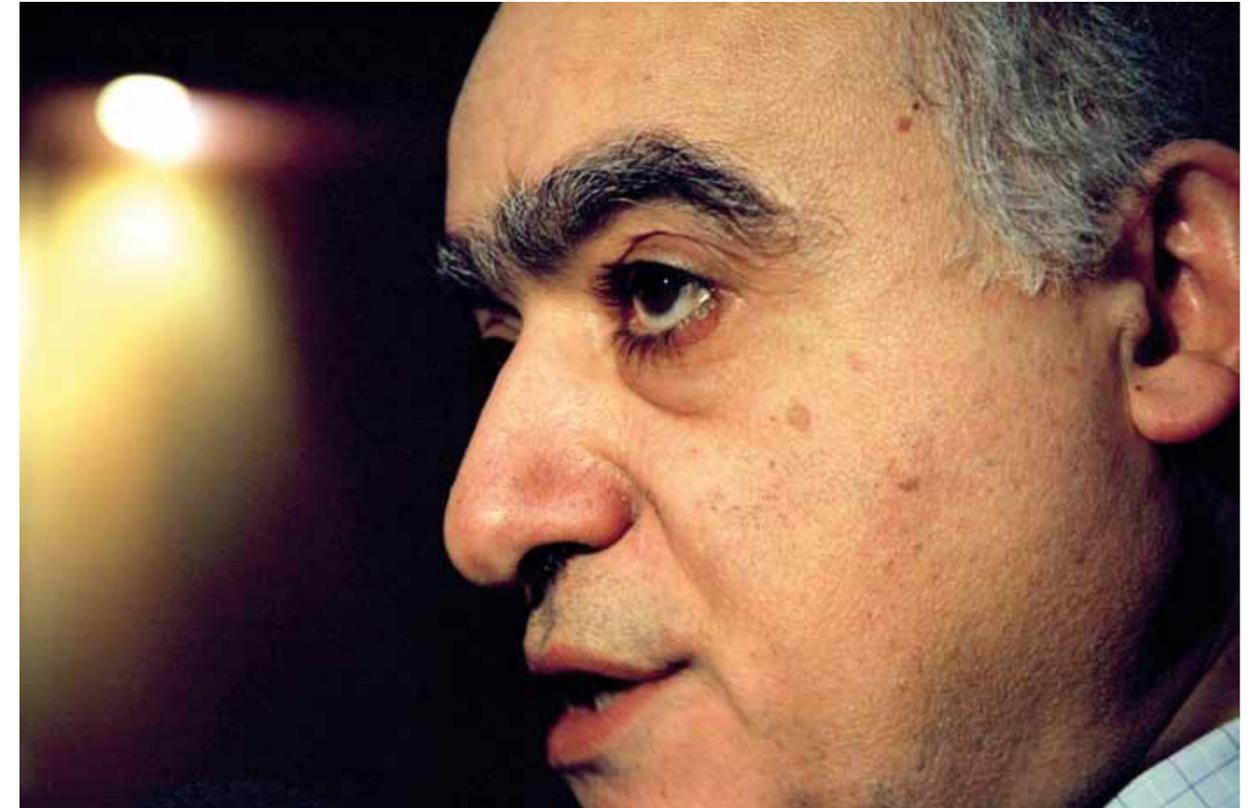
Face à ces réalités diverses, existe-il une matrice commune dans ces révoltes?

Bien sûr! Nous pouvons d'ailleurs la qualifier de « *matrice morale* », c'est-à-dire que les dirigeants arabes ne peuvent plus à la fois gouverner de manière autoritaire et engranger autant d'argent tout en créant un pouvoir dynastique. Le peuple ne le supporte plus. Il est exaspéré par l'idée qu'un si petit nombre de personnes s'accapare autant de richesses nationales et qu'il coopte autant de gens corrompus. Ces révolutions s'inscrivent dans une dynamique « éthique ». Je l'ai encore senti récemment en Égypte.

Vous parlez d'éthique, de morale... Mais force est de constater que c'est un pouvoir islamique qui émerge ou, du moins, un pouvoir dont les références sont islamiques. Comment expliquez-vous cette situation?

Tout s'est passé très vite, trop vite peut-être. Les insurrections ont rapidement balayé l'ancien pouvoir. Un pouvoir de transition a été mis en place. Dans le cas de la Tunisie ou du Maroc, cela a été relativement bien géré... Tout le contraire de l'Égypte et du Yémen. Si bien qu'une deuxième insurrection est survenue! En ce qui concerne l'Égypte, la cible n'est plus Moubarak et son gouvernement, mais la junte qui les a remplacés. Je continue de penser que le « cas » tunisien est celui où la transition s'est faite le moins mal.

Alors où se trouve l'islam politique dans tout cela? À l'intersection de plusieurs facteurs. Nous pouvons faire un parallèle avec l'arrivée au pouvoir du Parti communiste dans les pays européens au lendemain de la seconde guerre mondiale. En Italie, juste après 1945, les communistes représentaient



un tiers des élus. Or il est certain qu'il n'y avait pas un tiers de marxistes-léninistes en Italie. Nous pouvons expliquer ce phénomène par deux facteurs. Premièrement, les communistes apparaissaient aux Italiens comme ceux qui avaient participé héroïquement à la résistance contre Mussolini. Ils étaient auréolés d'un mérite idéologique. Ils ont combattu le fascisme. Et deuxièmement, ils paraissaient plus crédibles parce qu'ils n'avaient pas magouillé avec l'ancien régime. Nous assistons à quelque chose d'assez similaire dans les sociétés arabes. Il y a d'un côté la volonté de « récompenser » l'opposant à l'ancien régime et, de l'autre, la volonté de voter pour des gens sans liens avec le régime passé. Les islamistes ont ainsi profité de cette relation ambiguë avec les anciens régimes en place. J'ai qualifié ces révolutions de « morales » Puisqu'elles sont morales, on va voter pour des gens plus soucieux de morale que les autres. Dans le cas de l'Égypte, un troisième facteur intervient. Les islamistes ont soutenu pendant les quarante dernières années la société civile au travers d'activités caritatives, ce qui les a rendus encore plus... désirables.

Pensez-vous que l'islam politique va réellement s'implanter - et durablement - dans ces pays?

Je pense que l'islam politique n'était pas prêt à prendre le pouvoir. Mais, là encore, je généralise - et j'ai tort. En effet, les mouvements islamistes sont inégalement préparés à la prise de pouvoir. Les islamistes égyptiens sont paniqués à l'idée de gouverner. Gouverner signifie avoir des responsabilités

importantes. Gouverner signifie trouver des compromis, soit avec d'autres partis politiques soit avec des militaires. Les islamistes devront rapidement répondre à diverses questions : faut-il qu'ils présentent un candidat à la présidentielle en juin 2012? Peuvent-ils tenir leur base? Et pendant combien de temps? Il n'y a donc pas un seul défi, mais plusieurs. Dès le moment où vous gouvernez, vous êtes appelé à faire des compromis. Or ces compromis vont nécessairement mécontenter une partie de votre propre base, qui peut faire sécession et crier à la trahison des anciens principes. C'est pourquoi je dis : « *Le cycle est long* ». Pourquoi? Parce que, à la différence des pays européens, il n'y a pas d'alternance prête à prendre le relais. En Grande-Bretagne, si les travaillistes gagnent, ils sont prêts car ils ont un gouvernement parallèle. Il en va de même pour les conservateurs. Dès qu'ils sont élus, ils n'ont qu'à faire un pas pour gouverner. Dans le monde arabe, c'est tout le contraire. Il faut tout reconstruire. Nous entrons dans une période cahoteuse qui risque de durer plusieurs années, avec, à mon sens, des résultats qui seront extrêmement différents d'un pays à l'autre.

De ce point de vue, la Turquie peut-elle constituer un modèle d'évolution pour ces nouveaux dirigeants?

C'est un des modèles, mais pas le seul. La Turquie a réussi à établir son pouvoir grâce au soutien des petites et moyennes entreprises d'Anatolie... Il ne s'agit pas du peuple d'« en bas », mais de la périphérie géographique des grandes villes. Ces

03_05_itw_salame		Publiser	Proof Reader
Creation date	03/18/09	Editeur	Production Manager
Modification date	February 7, 2012 4:09 PM	Art Director	Advertising Manager
Output date	02/07/12	Subeditor	Picture Editor

zones ont été bien souvent délaissées par les anciens gouvernements arabes. Le parallèle avec la Turquie n'est pas mauvais. N'oublions pas qu'en 1980, la Turquie a connu un coup d'État militaire islamique avec Necmettin Erbakan. Il a rapidement été balayé à la fois par les forces armées et par l'impatience de ses propres troupes. Si j'avais à donner un conseil aux forces islamistes qui viennent de remporter les élections dans le monde arabe, c'est d'étudier l'évolution et d'analyser les dynamiques politiques qui vont d'Erbakan à Erdogan. Qu'est-ce qui a été corrigé? Qu'est-ce qui a été amélioré? Les Arabes doivent comprendre l'ensemble du projet d'Erdogan, et non seulement un fragment. Les islamistes, notamment en Égypte, ont énormément de difficultés à accepter le modèle turc. D'autres, comme Ghannouchi en Tunisie, pensent au contraire qu'ils peuvent faire mieux. Il n'y aura donc jamais de réponse unique, mais l'impatience est le pire ennemi des Arabes.

Cet islam politique est aussi menacé par différents courants comme le salafisme. Comment voyez-vous l'articulation entre un islam politique qui veut apprendre à gouverner dans la modernité et un islam traditionaliste, voire rétrograde?

Aucune révolution, que je sache, n'a engendré de dirigeants restés au pouvoir dix ans après. Toutes les révolutions dans l'Histoire se sont déroulées en plusieurs phases, avec pour chacune de nouveaux dirigeants. La Révolution française est un bon exemple: tous les six ou sept mois, il y avait un renouvellement des dirigeants, les nouveaux chassant les anciens. Pour l'expliquer, il faut regarder les luttes internes, externes... Il y avait des points de vue extrêmement différents. Il en va de même avec les révolutions qui secouent le monde arabe. À part le mot général d'« islam », c'est-à-dire l'enterrement de l'auto-ritarisme laïcisant contre lequel tous se sont ligüés, nous allons découvrir l'extraordinaire diversité de ses groupes: leurs aspects sectaires, leurs aspects inégalement organisés, leur dépendance inégale à un financement externe, leur insistance ou non sur la nécessité de trouver un compromis avec ceux qui n'adoptent pas leur point de vue ou leur vision... Nous allons les découvrir au fur et à mesure. Au sein de ce qu'on appelle généralement la « *mouvance islamiste* », il existe des luttes pour le pouvoir dont l'âpreté en étonnera plus d'un, avec des excommunications, des exclusions réciproques. Il faut l'accepter. Même les groupes les mieux organisés, comme Ennahdha en Tunisie ou les Frères musulmans en Égypte, vont connaître des scissions. Pour certains, l'entité politique va trop loin dans sa mutation démocratique. Pour d'autres, elle ne va pas assez loin. Une fois dépassée l'union sacrée, les divisions apparaîtront au grand jour.

Quelles sont les plus grandes menaces dans cette phase de transition?

La première est l'impatience: faire trop vite et mal. La deuxième risque concerne la vie de tous les jours, car la vie ne s'est pas arrêtée. Les touristes sont moins nombreux, le chômage ne cesse d'augmenter. La troisième provient des

groupes islamiques eux-mêmes qui risquent de développer une pratique narcissique du pouvoir. C'est-à-dire de s'occuper de leurs troupes, de leur organisation et des rapports de forces qu'ils entretiennent avec d'autres partis... en oubliant les tâches qui leur incombent, c'est-à-dire la gestion de l'État. La dernière menace, celle qui m'inquiète le plus, est l'extrême faiblesse de la base économique et financière de ces mouvements.

Selon vous, la dimension économique va peser sur ce processus...

Elle pèse déjà très lourdement! Aujourd'hui, ces groupes habitués à des politiques tribunitiennes d'expression de points de vue, de condamnations... sont face à des responsabilités. Aujourd'hui, des gens manifestent au Caire, à Tunis et ailleurs, pour que toutes les femmes portent le voile, mais ils manifestent aussi pour que les usines ne ferment pas, pour que les touristes reviennent, pour que les investisseurs soient rassurés et continuent à investir, pour que l'inflation s'arrête... Or que se passe-t-il en réalité? Jusqu'ici, les forces qui sont arrivées au pouvoir en 2011 marginalisent ces questions. Elles sont pourtant fondamentales. Elles les éludent au profit d'une sorte de narcissisme qui consiste à dire: « *Comment installer mon pouvoir? Comment assurer mon pouvoir? Comment immuniser mon pouvoir?* » Sans voir que la vie continue. Mais qu'elle continue mal pour l'ensemble des populations!

Dans cette phase de redistribution des cartes géopolitiques, quel rôle jouent le Qatar et l'Arabie saoudite? Chacun de ces pays propose une vision différente de l'islam...

J'ai la conviction que ce sont les forces internes qui sont le moteur de ces révolutions. Les ingérences externes, quelles qu'elles soient, ont un rôle beaucoup moins important que ce que je lis dans les journaux. Certains articles sur le Qatar, ou même sur l'Arabie saoudite, m'étonnent. Ces gens-là ne connaissent pas ces pays. Il ne faut jamais oublier que c'est la situation sur le terrain qui compte le plus. Je ne doute pas que des acteurs externes peuvent aider ou s'impliquer... mais leur rôle restera toujours secondaire.

Quel rôle peuvent avoir les pétrodollars dans ces révolutions?

Leur rôle est marginal. Pour une raison bien simple: les pétrodollars jouent un rôle tout à fait mineur face à la présence de la France, des États-Unis, de la Turquie, ou encore de l'Iran. Chaque pays confronté à une situation instable essaie de défendre ses intérêts. Les Américains ont dépensé 1,3 milliard de dollars par an depuis trente ans dans l'armée égyptienne. Ils ne peuvent pas oublier entièrement cet investissement. Quant à la France, elle ne peut pas dire: « *La Tunisie ne nous concerne pas* ».

Mais la France n'a plus les moyens de ses ambitions... Le pays n'a plus d'argent.

Il n'y a pas que l'argent, il y a les investissements. Or ils ne proviennent pas uniquement du gouvernement, mais également des entreprises privées ou des touristes qui viennent passer une semaine sur place. De même, il ne faut pas oublier



Saad al-Kattni, secrétaire général du Parti de la liberté et de la justice, vainqueur des élections législatives du 23 janvier 2012 au cours desquelles ont obtenu 399 sur 498 sièges.

le commerce extérieur des pays du Maghreb qui profite à l'Europe. Si effectivement le Qatar a dépensé quelques dizaines de millions de dollars par-ci par-là... il ne faut pas généraliser. Dans les faits, ce ne sont ni la France ni les États-Unis ni le Qatar qui ont le premier rôle, mais bien les gens de la rue.

Ce sont donc les acteurs - et les facteurs - internes qui vont façonner l'avenir...

Dans une grande mesure, oui! Ils vont faciliter l'ingérence de tel ou tel pays, ou au contraire résister. On le voit déjà en Tunisie, en Libye et ailleurs. Il existe une frange de la population qui ne veut pas d'ingérence des pays du Golfe dans ses affaires. Ce sont les acteurs internes qui vont, dans une grande mesure, donner aux acteurs externes, quels qu'ils soient, la possibilité de travailler avec eux ou pas. D'autre part, ce changement de gouvernance interne va modifier l'équilibre géostratégique. De nouveaux rapports de force vont émerger. Je pense notamment à des pays comme l'Égypte ou la Syrie. Si le régime syrien tombe demain, cela voudra dire que l'insurrection interne aura gagné, mais aussi que l'Iran aura perdu un allié important. De même, si demain les islamistes qui gouvernent en Égypte se lancent dans une révision des accords de paix avec Israël, cela changera l'équilibre géostratégique de la région.

Attention à ne pas confondre les deux. Il y a d'un côté une révolution interne qui cherche une autre forme de gouvernance. Et de l'autre, les retombées géostratégiques de ces modifications internes. Aujourd'hui, une erreur est souvent commise concernant ce qu'on dénomme à tort le « Printemps arabe ». Nous mettons la charrue avant les bœufs. Nous estimons que puisqu'il y a des retombées stratégiques à ces révolutions, c'est que des acteurs externes y ont joué un rôle dès le départ. Ce qui est faux! Ce n'est pas parce que des

acteurs externes tentent de défendre leurs intérêts nationaux qu'ils sont obligatoirement à l'origine de l'insurrection. Ce dont Bachar Al-Assad essaye de nous convaincre. Cependant, il est certain que ces révolutions ont des retombées géostratégiques.

Comment dégager des niveaux de lecture afin d'appréhender une réalité si mouvante et difficile à déchiffrer? Quels sont les fondamentaux sur lesquels s'appuyer?

Il me semble qu'il y en a trois. Le premier, et le plus important, c'est de se dire que nous n'en savons pas assez! Lorsque je vais dans un pays arabe, je parle très peu mais j'écoute en permanence. Il faut avoir la modestie de dire que nous avons tous été très surpris par ce qui est arrivé et que nous ne connaissons pas assez les nouveaux acteurs qui apparaissent. Nous ne savons ni d'où ils viennent ni ce qu'ils veulent.

Vient ensuite le deuxième point, il faut arrêter de dire que Dieu aurait créé deux espèces: l'homo sapiens d'un côté et l'homo islamicus de l'autre. Ce qui arrive aux Arabes nous concerne tous. Ceux qui étaient en charge de la transition n'ont pas assez appris de l'expérience d'autres transitions. C'est un de nos problèmes les plus sérieux à l'heure actuelle.

Troisième et dernier point, c'est la patience. Il n'y a pas de remède miracle. Nous sommes face à des groupes qui arrivent au pouvoir, mais qui n'en ont pas l'expérience. Ils doivent apprendre à marche forcée... au risque de commettre des erreurs. Les phénomènes d'impatience risquent de créer des transitions sans fin et extrêmement aiguës. Même les pays les plus avancés dans leur processus, comme le Maroc et la Tunisie, sont loin de sortir de la phase transitoire. Nous sommes face à un cycle qui risque de prendre des années. Acceptons-le! ■

03_05_itw_salame		Publisher	Proof Reader
Creation date	03/18/09	Editor	Production Manager
Modification date	February 7, 2012 4:09 PM	Art Director	Advertising Manager
Output date	02/07/12	Subeditor	Picture Editor